

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Paul Magnette est-il socialiste ?

De Briey, Laurent

Published in:
Revue Nouvelle

Publication date:
2016

Document Version
Version revue par les pairs

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):
De Briey, L 2016, 'Paul Magnette est-il socialiste ?', *Revue Nouvelle*, VOL. 2, p. 66-72.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Paul Magonette est-il socialiste ?

Paul Magonette est-il socialiste ? Je me suis régulièrement posé cette question lorsque j'ai pu l'entendre défendre des positions se démarquant de toute forme d'étatisme ou de collectivisme, comme à la lecture de ses écrits académiques s'inscrivant dans le paradigme de l'individualisme libéral¹. Son dernier essai, *La gauche ne meurt jamais*², y apporte quelques éléments de réponses. Ils sont nuancés.

L'ambition affichée est claire : revenir aux sources de la gauche. Plus précisément : aux sources du socialisme, puisque s'il entend lutter contre les inégalités ce sont « les inégalités générées par le capitalisme » qui le préoccupe plus particulièrement (p. 40). Revenir aux sources du socialisme n'est-ce pas cependant vouloir se détacher de la *représentation* dominante du socialisme, celle d'une doctrine étatiste et productiviste ? Revenir aux sources du socialisme n'est-ce pas aussi récuser la *réalité* factuelle du socialisme, celle de sa mutation progressive en un libéralisme de gauche ? Revenir aux sources de la gauche n'est-ce donc pas se distancier de l'*actualité* du socialisme ?

« Ni Blair, ni Corbyn³ »

Magonette veut trouver dans le socialisme les ressources pour le sauver de lui-même. Le socialisme, estime-t-il, doit se réinventer en évitant le double écueil de la nostalgie et du renoncement. La nostalgie de l'âge d'or de la social-démocratie, ces Trente glorieuses qui au lendemain de la deuxième guerre mondiale sont identifiées à une croissance forte et à une régulation de l'économie qui auraient rendu possible le développement des droits sociaux et l'amélioration constante de notre confort matériel (p. 31). Cette nostalgie est l'un des moteurs du renouveau de la gauche radicale. Elle est aujourd'hui personnifiée en Angleterre par l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour. Elle ne fait cependant que reprendre un discours socialiste assez classique, même s'il s'était fait plus discret depuis une vingtaine d'années. Cette nostalgie est de plus, selon Magonette, triplement aveugle. Elle méconnaît premièrement l'importance des inégalités qui persistaient durant ces Trente glorieuses, notamment sur base du genre, de l'origine ou des orientations sexuelles (p. 32). Elle oublie ensuite combien le modèle des Trente glorieuses était lié au cadre de l'Etat-national désormais beaucoup trop petit pour espérer construire un rapport de force plus favorable face à un capitalisme globalisé (p. 37). Enfin, et peut-être surtout, Magonette souligne l'insoutenabilité de la recherche productiviste d'une croissance économique supposée dissoudre les inégalités dans l'abondance matérielle. Non seulement, il n'est plus possible aujourd'hui de faire l'impasse sur les contraintes écologiques, mais en réduisant l'engagement socialiste en faveur de l'émancipation des travailleurs à la seule croissance du pouvoir d'achat, le socialisme fait le jeu du capitalisme et favorise le processus d'accumulation du capital (p. 33, ainsi que 55 s.).

Magonette n'est donc pas un socialiste si ce terme désigne la tradition social-démocrate longtemps dominante chez nous. Mais qu'est-il alors ? Son attachement aux libertés individuelles (p. 28-9),

¹ Je pense notamment à J. Lacroix, P. Magonette, « Pourquoi nous ne sommes pas américains. Réflexions sur les principes de la Constitution européenne » in *Raison publique*, 4, mai 2006, pp. 39-56.

² P. Magonette, *La gauche ne meurt jamais*, Luc Pire, Bruxelles, 2015. Les références à cet ouvrage sont directement données entre parenthèse dans le corps du texte.

³ P. Magonette dans *Le Soir* du 17 septembre 2015, p. 7.

l'importance qu'il accorde aux inégalités autres que socio-économiques (p. 43 s.), son refus de diaboliser le marché qu'il distingue soigneusement du capitalisme⁴, son jugement nuancé sur l'Etat qui, s'il n'est pas la source de tous les problèmes, ne peut pas non plus en être la solution universelle (p. 48 s.), sa défense de l'individualisme hédoniste (p. 137 s.), ainsi que son appel à une plus grande neutralité de la puissance publique (p. 51), sont autant d'éléments qui inciteraient à le qualifier de libéral. Un libéral au sens philosophique du terme, faisant de la défense des droits et libertés individuels la finalité du politique⁵. Un libéral de gauche plus exactement, convaincu qu'il ne peut y avoir de réelle liberté que si chacun dispose des ressources nécessaires pour exercer ses droits. Un libéral à la John Rawls donc⁶. Magnette, cependant, s'en défend explicitement – peut-être plus pour des motifs politiques que pour des raisons philosophiques. Il entend en effet rejeter toute assimilation avec les partis travaillistes ou socialistes qui ont renoncé à la critique du capitalisme et se sont convertis au social-libéralisme, comme le New Labour de Tony Blair ou le SPD de Gerhard Schröder. Dans un livre antérieur⁷, il se réjouissait que le PS n'ait jamais succombé aux sirènes de la Troisième voie. Cela n'est pas faux. Contrairement au SP.A, le PS n'a jamais fait sienne la rhétorique social-libérale. En apparence, du moins. Car quelle est la différence entre Franck Vandenbroucke, l'idéologue de l'Etat social actif, le ministre qui a réformé le marché de l'emploi, l'universitaire qui rédige un rapport sur la réforme des pensions, et Elio Di Rupo, le ministre qui a privatisé les entreprises publiques, le Premier ministre des pactes de compétitivité, le président du PS dont « le cœur saigne » ? La conviction. Là où Vandenbroucke est persuadé que les réformes qu'il entreprend sont non seulement nécessaires mais qu'elles sont également synonymes d'avancées en termes d'équité et de justice sociale, Di Rupo représente une gauche contrainte, qui, sous le poids des impératifs budgétaires et économiques qu'elle a renoncé à remettre en question, détricote les acquis sociaux en serrant les dents⁸.

Magnette a été – et est encore – trop proche de Di Rupo pour ne pas voir que le pragmatisme épuise. L'homme qui s'y résout, comme le parti qui s'en contente. Il perçoit bien que les citoyens ont besoin d'espoir, qu'ils rêvent de « tout autre chose ». Il comprend dès lors la nécessité de pouvoir reconstruire un projet politique susceptible de fédérer ces aspirations avant qu'elles ne se transforment en dépit. C'est ce projet qu'il s'efforce d'esquisser en proposant un retour aux sources du socialisme. Les accents libéraux de ce retour ne doivent d'ailleurs pas surprendre. Après tout, comme le souligne Magnette, « la plupart des fondateurs du socialisme sont à l'origine des libéraux » (p. 40). Ils ont perçu combien le capitalisme heurtait frontalement leurs valeurs de justice et de liberté. Dès lors, peut-être est-il malgré tout légitime d'écrire que Magnette est un libéral, mais un libéral très à gauche. Un libéral parce qu'il fait bien sienne la promotion des droits et libertés, conditions de l'épanouissement individuel, mais très à gauche parce qu'il n'entend pas accepter les

⁴ P. Magnette, *Le bel avenir du socialisme*, Luc Pire, Bruxelles, 2009, p. 87 s.

⁵ Sur le plan philosophique, le libéralisme politique doit être distingué de la doctrine défendue par les partis libéraux. Est libérale au sens philosophique toute conception du politique concevant l'Etat comme un mal nécessaire en vue d'assurer le respect des libertés et droits individuels. L'ampleur des interventions étatiques jugées nécessaires peut varier considérablement d'une théorie libérale à l'autre, notamment en fonction de l'importance accordée aux droits sociaux. Pour une discussion plus détaillée du libéralisme et de ses tensions internes, voir L. de Briey, *Le sens du politique*, Wavre, Mardaga, 2009.

⁶ Figure dominante du libéralisme philosophique contemporain et décédé en 2002, Rawls est encore aujourd'hui le philosophe politique le plus influent. Ses deux principaux livres sont *Théorie de la justice* (Seuil, Paris, 1987) et *Libéralisme politique* (PUF, Paris, 1995).

⁷ P. Magnette, *Le bel avenir du socialisme*, Luc Pire, Bruxelles, 2009, p. 10 s.

⁸ Ibid., p. 21.

contraintes d'un système économique et financier désormais mondialisé. Un tel libéralisme est certainement plus conforme à celui de Rawls que ne l'était le libéralisme social de la Troisième voie promue par Blair. Je crois toutefois que Magnette récuserait l'étiquette. Ou alors il considérerait qu'un libéral très à gauche n'est rien d'autre qu'un socialiste.

« Renouons avec l'esprit de Jaures⁹ »

Il n'est pas question, en effet, pour Magnette de renoncer à l'étiquette socialiste. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement lorsque l'on a été président du PS et que l'on pourrait bien l'être à nouveau ? Il s'agit donc de présenter sa volonté de renouveau comme un retour aux sources. Lesquelles exactement ? Le jeune Marx ? Le socialisme utopique ? Jean Jaures plutôt. Magnette ne cesse de s'y référer dans le livre. Il en fait le héraut d'un socialisme résolument réformiste mais conservant l'ambition de bouleverser l'ordre social et de remettre en cause le capitalisme (p. 23). Néanmoins, si la démarche de Magnette reste inscrite au sein du socialisme, c'est essentiellement dans la mesure où il en retient trois éléments fondateurs : la priorité accordée à la lutte contre les inégalités socio-économiques, la critique du capitalisme et la conception du politique comme un rapport de force. Cela le conduit à proposer un projet politique articulé autour de trois principes qu'il juge fondateurs de l'action socialiste : le partage et la mutualisation partielle des profits générés par le capitalisme, l'encadrement du capitalisme pour que sa logique ne s'étende pas à l'ensemble du champ social et le renforcement des droits des travailleurs.

A chacun de ces principes correspond une priorité politique développée dans un chapitre spécifique – respectivement les chapitres 3, 4 et 5. S'appuyant sur le « buzz » économique du moment – les travaux de Thomas Piketty¹⁰ –, Magnette dénonce premièrement « le retour des rentiers » (p. 67). Ce retour s'expliquerait par des évolutions sociales profondes, comme la baisse de la natalité qui réduit le nombre de têtes entre lesquelles les héritages sont partagés, la dualisation entre travailleurs qualifiés fortement rémunérés et travailleurs peu qualifiés condamnés au chômage ou à une faible rémunération, l'homogénéité socio-éducative des couples qui favorise la concentration des hauts revenus, etc. Une plus forte taxation du capital, par exemple via une globalisation de l'ensemble des revenus, serait par conséquent essentielle afin d'assurer une meilleure redistribution des profits et une contribution plus équitable à la prospérité collective.

La deuxième priorité politique de Magnette est la réduction du temps de travail. Celle-ci est non seulement un outil de redistribution dans la mesure où elle doit permettre un partage des emplois et des rémunérations qui y sont associées, mais elle doit surtout offrir à chacun un temps libéré des contraintes de la production économique, un temps affranchi de la logique capitaliste et susceptible d'être consacré à l'épanouissement personnel. Transformer les gains de productivité en réduction du temps de travail exprimerait la volonté de limiter le développement du capitalisme.

Enfin, Magnette se donne comme troisième objectif la défense du statut des travailleurs. Les trente dernières années ont été marquées par des exigences sans cesse accrues de flexibilité des travailleurs et par une individualisation des conditions socio-professionnelles, faisant voler en éclat la cohésion que le statut de salarié assurait entre l'ensemble des travailleurs. Magnette plaide dès lors pour une harmonisation des statuts professionnels et l'élaboration d'un contrat de travail unique

⁹ P. 13.

¹⁰ T. Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

transcendant les divergences entre employés et ouvriers, entre contrats à durée déterminée et indéterminée, entre entreprises privées et secteur public... Il espère ainsi refonder chez les travailleurs un sentiment commun d'appartenance à une même classe et favoriser la négociation collective d'un fort socle commun de droits sociaux.

Ce programme, Magnette est conscient qu'il ne peut espérer le mettre en œuvre uniquement au niveau belge. Seule l'Europe peut domestiquer la finance et assurer une taxation des transactions financières. Seule l'Europe peut mettre en œuvre un plan d'investissements dans l'efficacité énergétique afin de relancer l'économie tout en faisant face au défi écologique. C'est dès lors à l'échelle européenne qu'il importe de fédérer les forces progressistes.

« L'égalité, étoile polaire de la gauche¹¹ »

Cette nécessité de fédérer est peut-être le facteur expliquant l'ambiguïté que conserve la démarche de Magnette. Parlant tour à tour de la gauche et des socialistes, il semble hésiter entre sa volonté de renouveler la pensée socialiste et l'ambition de construire un projet politique susceptible de rassembler l'ensemble de la gauche¹². Le livre s'ouvre d'ailleurs sur un constat de crise profonde qui ne concerne pas seulement les socialistes et les sociaux-démocrates, mais également les verts, les démocrates-chrétiens et les libéraux de gauche (p. 9), tandis que le titre du livre nous dit bien que c'est « la gauche [qui] ne meurt jamais ». Ce serait cependant au sein du socialisme que la gauche devrait s'unir parce que la pensée socialiste a démontré sa capacité à intégrer les autres critiques du capitalisme (p. 25) et que « les inégalités les plus prégnantes demeurent liées au patrimoine et aux revenus » (p. 47).

Pourtant, il n'est pas certain que la critique écologique s'estimera satisfaite parce que c'est une ministre sociale-démocrate qui a forgé le concept de développement durable ou parce que le *new deal* promu serait teinté de vert. Il n'est pas non plus certain que la critique humaniste sera convaincue que la solution est de « refaire de la lutte contre les privilèges et les inégalités le thème central de la politique contemporaine » (p. 9-10). En ce qui me concerne en tout cas, je crains qu'un projet politique fondé sur la seule lutte contre les inégalités soit insuffisant tant sur le plan de l'analyse que de l'efficacité politique. Un discours centré sur les inégalités ne se donne pas les moyens de comprendre pourquoi celles-ci ne sont pas seulement le résultat d'un rapport de force qu'il importerait de renverser, mais qu'elles trouvent notamment leur source dans un compromis social qui traverse l'ensemble des classes sociales depuis plusieurs générations.

Ce compromis a été forgé lorsqu'il a été collectivement choisi de généraliser le modèle inventé par Henri Ford : accepter des innovations qui détériorent le bien-être au travail, comme la production à la chaîne, en échange d'améliorations salariales qui permettent d'acheter des biens standardisés, comme la fameuse Ford T. Ce compromis a été prolongé lorsque la société a décidé de favoriser la mondialisation et la libéralisation des échanges commerciaux. Si, en tant que travailleurs, nous nous insurgons contre les délocalisations, en tant que consommateurs, nous sommes les premiers à nous réjouir de l'accès à des biens de plus en plus diversifiés et à bas prix.

¹¹ p. 39.

¹² Cette ambition n'est pas nouvelle. Dans *Le bel avenir du socialisme*, Magnette affirmait déjà être favorable aux convergences de gauche et à un rapprochement avec Ecolo – Magnette, *op. cit.*, p. 77.

La grande majorité de la population s'accommodait d'ailleurs très bien de la montée des inégalités tant qu'elle voyait son niveau de vie croître et, lorsqu'aujourd'hui elle s'en insurge, il n'est pas certain que l'indignation des uns soit plus forte que la peur des autres – ou des mêmes ! – de perdre le confort qui est encore le leur. Exiger une redistribution des richesses est certainement un discours susceptible d'emporter une adhésion importante, mais il renforcera en même temps la cohésion de ses adversaires politiques. La faiblesse d'une telle stratégie est dès lors de favoriser le conflit social sans guère de certitude d'être du côté des vainqueurs. Le risque est d'être condamné à se battre pour les restes d'un gâteau qui a cessé de croître.

« Une vaste démocratisation des plaisirs¹³ »

Quelle serait l'alternative ? Elle consiste à considérer que les inégalités socioéconomiques sont un symptôme d'un mal plus profond et qu'elles ne peuvent être efficacement combattues qu'en en identifiant la source : le cadre idéologique qui non seulement justifie les inégalités mais les rend même indispensables. Si les classes moyennes, même inférieures, tolèrent ces inégalités tant que leur accès aux modes de consommation socialement promus, à grands coups de campagnes publicitaires, les convainc de leur inclusion sociale, les classes supérieures trouvent dans leur aisance financière la confirmation de leur réussite sociale et de la valeur de leur existence. C'est ce surinvestissement symbolique de nos conditions matérielles d'existence qu'il faut combattre en déconstruisant la glorification du pouvoir d'achat et de la consommation.

Selon cette perspective, l'épuisement de notre modèle de développement requiert un projet politique qui ne se réduit pas à une exigence d'une redistribution unilatérale des ressources entre les groupes sociaux, mais qui remette plus fondamentalement en cause notre conception de la prospérité collective et de la réalisation personnelle. Il faut cesser de mesurer notre développement par la quantité de biens et de services que nous consommons au profit de la qualité des activités que nous réalisons. Cela demande de juger ces activités en fonction du projet qu'elles contribuent à réaliser plutôt que selon le plaisir, trop immédiat pour être une réelle jouissance, qu'elles permettent d'éprouver. Nous percevons mieux le sens de notre existence lorsque nos trajectoires de vie personnelles comme collectives s'intègrent dans un récit qui leur donne sens, au lieu de se réduire à une succession de satisfactions ponctuelles.

Je reconnais sans peine que ce discours alternatif aura davantage de difficultés à susciter une large adhésion, notamment parce qu'il ne permet pas de rejeter la responsabilité de la crise actuelle sur ceux qui abuseraient de leur pouvoir, mais qu'il invite chaque personne à renoncer à certains acquis, privilèges ou avantages dont il bénéficie aujourd'hui. Il lui faudra parvenir à convaincre qu'un tel renoncement rendra possible une vie de meilleure qualité et un développement personnel plus épanouissant. Il lui sera par contre plus aisé d'intégrer la critique écologique, dans la mesure où il partage avec celle-ci la conviction qu'il faut modifier nos modes de production et de consommation. Il me semble surtout être le plus à même d'initier une transformation en profondeur de la société, notamment parce qu'il peut s'appuyer sur l'aspiration aux changements qui existe aussi parmi les classes les plus favorisées, alors que la rhétorique de la lutte des classes ne pourra que découpler la résistance des adversaires qu'elle se sera elle-même désignée.

¹³ P. 138.

Cette alternative, Magnette l'envisage. Il admet qu'elle peut nourrir des aspirations progressistes. Il la récuse néanmoins parce qu'il veut voir dans l'hédonisme inhérent à la consommation de masse « une vaste démocratisation des plaisirs autrefois réservé à une petite élite » (p. 138). Sa fidélité à l'analyse socialiste traditionnelle le conduit manifestement à considérer que la logique capitaliste concerne avant tout la sphère de la production. Comment sinon expliquer qu'il ne s'inquiète pas du fait que le principal moteur du développement du capitalisme depuis près d'un demi-siècle soit la colonisation de la sphère de la consommation ? Comment sinon comprendre qu'il y voit au contraire un argument en faveur du caractère inéluctable de la réduction du temps de travail ? Nous aurions en effet besoin de temps disponible pour consommer toujours davantage. Tout juste concède-t-il que le progrès ne serait que « relatif [si] le temps libéré éta[i]t aussitôt colonisé par la consommation » (p. 90), mais il semble juger plus important de se libérer du travail que du capitalisme.

Conclusion – La dialectique de l'exploitation et de l'aliénation

En affichant l'ambition de revenir aux sources du socialisme, Magnette se donne un droit d'inventaire sur l'histoire du socialisme. Il s'autorise également à teinter son socialisme d'accents libéraux et individualistes. Mais son ambition transcende les limites du mouvement socialiste. Il est à la recherche d'un projet politique susceptible de rassembler l'ensemble de la gauche. En mettant la question des inégalités socioéconomiques au cœur de ce projet, il affiche sa fidélité à la critique sociale.

Ce qui distingue la perspective de Magnette de celle que j'adopte pour ma part, c'est avant tout la manière dont nous articulons les catégories classiques de l'aliénation – l'impossibilité de se réaliser au travers d'une vie riche de sens – et de l'exploitation – l'instrumentalisation de l'existence des dominés au bénéfice de la satisfaction des dominants. Conformément au matérialisme commun au socialisme et à de nombreux libéraux, Magnette voit dans l'exploitation le phénomène central. Il estimera sans doute que la forme ultime d'exploitation est la capacité des dominants à faire intérioriser par les personnes exploitées un cadre idéologique justifiant les injustices qu'elles subissent. L'aliénation serait ainsi le sommet de l'exploitation. Seule la modification du rapport de force peut y mettre fin et provoquer un changement du système de valeurs dominant dans la société.

La critique existentielle privilégie quant à elle une interprétation idéaliste. Elle ne réduit pas la société à un rapport de force entre des individus et des groupes sociaux cherchant à maximiser leurs intérêts, mais la voit comme le lieu où se rencontrent des personnes cherchant à donner sens à leur existence. Ces personnes n'entreront dans des relations de compétition et d'exploitation, plutôt que de collaboration et de coopération, que si elles pensent que c'est nécessaire à leur réalisation. C'est cette fois l'exploitation qui est comprise comme le fruit d'une aliénation plus fondamentale, tandis que le moteur premier du changement social est la transformation des visions du monde au travers desquelles les personnes définissent leurs valeurs et déterminent leurs intérêts. C'est cette fois en faisant évoluer ces visions du monde que l'on modifiera les rapports de force.

Chacune de ces deux critiques analyse l'articulation de l'aliénation et de l'exploitation depuis une perspective contraire. Sans doute faut-il les comprendre comme décrivant les deux faces d'une même dialectique et admettre que l'aliénation et l'exploitation s'engendrent mutuellement. Il s'agirait d'un processus circulaire qui ne serait rompu que sur le plan théorique parce que toute

analyse doit nécessairement se choisir un point de départ. Sur le plan pratique, les deux critiques doivent par contre se compléter l'une l'autre. Le changement social a besoin de deux jambes pour se mettre en marche.